

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux*.

Séance du 19.10.23

**#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) :
bulles à vêtements #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Nous avons été interpellées, comme vous l'avez certainement été également, par les plaintes de plusieurs habitants de la commune à propos des bulles de collecte de vêtements à Auderghem. Les emplacements où se situent ces bulles sont souvent dans un état de saleté repoussant – la présence rats est signalée notamment sur le parking du Carrefour –, qui décourage probablement plus d'un habitant d'y déposer ses vêtements usagés.

Lorsque ces bulles sont saturées, leur contenu déborde. De plus, il arrive qu'elles soient pillées par des « professionnels » qui s'emparent de ce qui les intéresse et laissent le solde sur le trottoir.

Cet état de fait ne date pas d'hier et le nettoyage régulier promis par les opérateurs (mentionné notamment dans la convention entre la commune et Oxfam) ne semble pas suffire à régler le problème.

Nos questions sont les suivantes :

- Combien y a-t-il de bulles à vêtements sur le territoire de la commune ?
- Quels sont les opérateurs qui les gèrent et quelle est la nature de leur engagement en matière de collecte et d'entretien ?
- Certains opérateurs sont-ils plus fiables que d'autres et si oui, la commune pourrait-elle travailler uniquement avec ceux-ci ?
- Avez-vous déjà envisagé de supprimer des emplacements et de les limiter, par exemple, à la déchetterie où la situation semble sous contrôle ?
- Quel est le champ d'action de la commune pour lutter contre les nuisances engendrées par ces bulles ?
- Des collectes pourraient-elles être organisées directement par la commune ?

Nous vous remercions,
Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

• **Réponse de Matthieu Pillois, Échevin :**

Madame la conseillère,

À Auderghem, nous disposons de 18 sites de bulles à vêtements répartis sur tout le territoire et gérés par Les Petits Riens, Oxfam et Terre qui sont regroupés sous le label Solid'R en tant qu'entreprises sociales. Auderghem est par ailleurs reconnue comme étant la meilleure commune avec Watermael-Boitsfort en termes de kilos de vêtements récoltés de qualité. Nous devons donc continuer à promouvoir ce type d'infrastructure pour continuer à aider les personnes en difficulté. Il n'y a pas un opérateur meilleur qu'un autre, car ils se partagent le travail en mutualisant, par exemple, la vidange des armoires, pour des raisons économiques et environnementales.

Je souhaiterais tout d'abord revenir sur vos propos avançant que ce sont les bulles à verres ou les vêtements qui amènent des rats. Ce n'est pas le cas. Il serait dangereux de décourager des personnes voulant continuer à déposer des vêtements ou à venir recycler les bouteilles dans les lieux prévus à cet effet.

Ce qui peut amener des rats sur le site c'est plutôt la présence à proximité de containers et de bulles d'autres types de déchets que ceux autorisés. Ce sont les crasses et les dépôts clandestins sur le site qui amènent ce type de nuisances et non pas les bulles à verres ou à vêtements. Il ne faut pas faire d'amalgame entre l'état de salissure des sites où les habitants peuvent déposer des déchets bien spécifiques afin d'être valoriser via des filières bien rodées et des déchets clandestins.

Il est vrai qu'il arrive que des personnes pillent les armoires textiles, mais cela reste assez rare vu la configuration des bulles et la difficulté à atteindre les vêtements. Nous demandons systématiquement à ce qu'elles soient enterrées. Ce n'est malheureusement pas toujours possible vu l'encombrement du sous-sol par les impétrants. Par ailleurs, le coût d'un enfouissement est très élevé et doit être pris en charge par les ONG qui gèrent les bulles.

Nous sommes très régulièrement en contact avec la société REDEVCO et la direction du Carrefour, vu que le problème soulevé est situé sur un site privé, pour que des nettoyages réguliers puissent être menés sur le site et empêcher la prolifération de rats et de déchets clandestins. Encore la semaine dernière, j'avais un échange avec la direction du Carrefour suite à un nouveau dépôt clandestin. Le Carrefour fait appel quasiment quotidiennement à une équipe de nettoyage spécifique pour venir nettoyer les abords des bulles, mais également le reste de leur site. Malheureusement, nous devons constater qu'à peine l'équipe passée, de nouveaux déchets apparaissent. Nous avons aussi constaté que supprimer une bulle ne fait pas disparaître les dépôts clandestins. Ils se déplacent vers une autre bulle. Nous avons pu le constater suite à notre demande de supprimer une bulle à vêtement rue des Arums.

Ce phénomène n'est pas uniquement constaté sur le site du Carrefour, mais à plusieurs endroits de la commune. Nous ne sommes pas non plus la seule commune qui connaît l'explosion de ce phénomène surtout depuis la réforme des collectes. Pour y remédier, nous allons installer de nouvelles caméras pour détecter les incivilités et pouvoir verbaliser plus rapidement. Vous avez d'ailleurs validé ce point lors du conseil du mois dernier.

Nous devons aussi travailler à la sensibilisation des personnes pour qu'elles soient plus propres et respectueuses de l'espaces publics. Une grande campagne de sensibilisation, de plus de 50.000€, a d'ailleurs été lancée, il y a plusieurs semaines, par les services de prévention et de la voirie. Elle se poursuivra en 2024. Des contacts ont également été pris avec les opérateurs pour qu'ils effectuent des nettoyages des bulles plus réguliers.

Enfin, non, la commune ne pourrait pas organiser de nouvelles collectes des bulles à vêtements ou à verres. Cela signifierait de très gros investissements en matériel et personnel pour la commune et n'empêcherait pas l'apparition de dépôts clandestins qui sont le vrai problème.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 20 octobre 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 19.10.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) : Kledingbollen #

Openbare zitting**Secretariaat**

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

We werden gecontacteerd, zoals jullie ongetwijfeld ook hebben gedaan, door een aantal buurtbewoners die geklaagd hebben over de kledinginzamelbubbels in Oudergem. De plaatsen waar deze bubbels zich bevinden, zijn vaak in een weerzinwekkende staat van vervuiling - er zijn ratten gesignaleerd op de parking van Carrefour in het bijzonder - wat waarschijnlijk meer dan één inwoner ontmoedigt om er zijn gebruikte kleren te deponeren.

Als deze bubbels verzadigd zijn, loopt hun inhoud over. Bovendien worden ze soms geplunderd door 'professionals' die pakken wat hen interesseert en de rest op de stoep achterlaten.

Deze stand van zaken is niet nieuw, en de regelmatige schoonmaak die door de exploitanten wordt beloofd (genoemd in de overeenkomst tussen de gemeente en Oxfam) lijkt niet genoeg om het probleem op te lossen. Onze vragen zijn als volgt:

- Hoeveel kledingbellen zijn er in de gemeente?
- Welke exploitanten beheren ze en wat is de aard van hun engagement op het vlak van inzameling en onderhoud?
- Zijn sommige exploitanten betrouwbaarder dan andere, en zo ja, zou de gemeente dan uitsluitend met hen kunnen werken?
- Hebt u al overwogen om sommige locaties te verwijderen en te beperken, bijvoorbeeld tot het afvalinzamelingscentrum waar de situatie onder controle lijkt te zijn?
- Wat kan de gemeente doen om de overlast van deze bellen tegen te gaan?
- Kunnen inzamelingen rechtstreeks door de lokale overheid worden georganiseerd?

Hartelijk dank,
Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

• **Antwoord van Matthieu Pillois, wethouder:**

Raadslid,

In Oudergem zijn er 18 kledingbelwinkels verspreid over de streek die beheerd worden door Les Petits Riens, Oxfam en Terre, die als sociale ondernemingen gegroepeerd zijn onder het Solid'R label. Oudergem is ook erkend als de beste gemeente, samen met Watermaal-Bosvoorde, in termen van ingezamelde kilo's kwaliteitskledij. We moeten dit soort infrastructuur dus blijven promoten om mensen in moeilijkheden te blijven helpen. Geen enkele operator is beter dan de andere, want ze delen het werk door bijvoorbeeld de kasten leeg te maken, om economische en ecologische redenen.

Allereerst wil ik terugkomen op wat je zei over glazen bubbels of kleding die ratten naar binnen brengen. Dit is niet het geval. Het zou gevaarlijk zijn om mensen te ontmoedigen om kleding te blijven afgeven of flessen te komen recyclen in de daarvoor bestemde ruimtes.

Wat tot ratten op het terrein kan leiden, is de aanwezigheid van andere soorten afval dan toegestaan in de buurt van containers en bellen. Vuil en illegaal storten op het terrein veroorzaken dit soort overlast, niet glas of kledingbellen. We mogen de vuile staat van sites waar bewoners heel specifiek afval kunnen deponeren dat via gevestigde kanalen wordt gerecycleerd, niet verwarren met illegaal afval.

Het is waar dat mensen soms de textielkasten plunderen, maar dit is vrij zeldzaam gezien de configuratie van de bellen en de moeilijkheid om bij de kleding te komen. We vragen systematisch om ze te begraven. Helaas is dat niet altijd mogelijk, gezien de drukte in de kelder. Bovendien zijn de kosten voor het begraven erg hoog en moeten ze gedragen worden door de NGO's die de bubbels beheren.

We hebben regelmatig contact met het REDEVCO-bedrijf en het management van Carrefour, aangezien het aan de orde gestelde probleem zich op een privéterrein bevindt, zodat het terrein regelmatig kan worden schoongemaakt en de verspreiding van ratten en illegaal afval kan worden voorkomen. Vorige week nog had ik een gesprek met de directie van Carrefour naar aanleiding van een andere illegale stortplaats. Carrefour doet bijna dagelijks een beroep op een speciale schoonmaakploeg om het gebied rond de bellen en de rest van het terrein schoon te maken. Helaas moeten we toegeven dat zodra het team arriveert, er weer nieuw afval verschijnt. We hebben ook gemerkt dat het verwijderen van een bel er niet voor zorgt dat het illegale afval verdwijnt. Het verplaatst zich gewoon naar een andere bel. We hebben dit kunnen vaststellen na ons verzoek om een kledingbel in Arumsstraat te verwijderen.

Dit fenomeen beperkt zich niet tot de Carrefour, maar doet zich op verschillende plaatsen in de stad voor. We zijn ook niet de enige gemeente waar dit fenomeen explosief toeneemt, vooral sinds de hervorming van de inzameling. Om de situatie te verhelpen, gaan we nieuwe camera's installeren om overtredingen op te sporen en sneller boetes uit te kunnen delen. U hebt dit punt vorige maand tijdens de raadsvergadering goedgekeurd.

We moeten ook werken aan de bewustmaking van de mensen, zodat ze schoner worden en meer respect tonen voor de openbare ruimte. Enkele weken geleden is een grote bewustmakingscampagne van meer dan 50.000 euro gelanceerd door de departementen preventie en wegen. Deze zal worden voortgezet in 2024. Er zijn ook contacten gelegd met de exploitanten om ervoor te zorgen dat de bellen regelmatig worden schoongemaakt.

Tot slot, nee, de gemeente zou geen nieuwe inzamelingen van bubbels voor kleding of glas kunnen organiseren. Dit zou voor de gemeente een enorme investering in apparatuur en personeel betekenen en het zou de opkomst van illegale depots, die het echte probleem vormen, niet voorkomen.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 20 oktober 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux*.

Séance du 19.10.23

**#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) :
demande de renouvellement du permis d'environnement introduit par une entreprise rue des Trois
Ponts #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Vous avez reçu comme nous la lettre de plusieurs habitants de la rue des Trois Ponts, qui s'inquiètent de la demande de renouvellement du permis d'environnement introduit par la société ATEGA GASTOUT située au n°122 de la rue des Trois Ponts.

Cette entreprise est responsable d'une pollution du sol (au Tetrachloroéthylène) attestée par Bruxelles Environnement. Un plan d'assainissement prévoit une dépollution de certaines parcelles (jardins) polluées à charge d'ATEGA. La commune a également préconisé la dépollution de toutes les parcelles.

Malgré cela, aucune mesure de dépollution n'aurait encore été prise par ATEGA, selon les riverains. Or, l'entreprise demande un renouvellement de permis d'environnement pour les mêmes activités, au même endroit, avec les mêmes produits en quantité nettement plus élevée que dans le permis précédent.

La réalisation d'un étude du sol est en projet, peut-on lire dans le PV des réunions du Collège communal.

Nos questions sont les suivantes :

- Où en est le dossier de la demande de renouvellement du permis d'environnement par la société ATEGA ?
- Est-il exact qu'aucune mesure de dépollution n'a encore été prise ?
- Si oui, comment peut-on contraindre l'entreprise à respecter son obligation de dépollution ?
- Comment se fait-il que les frais d'étude du sol soient à charge de la commune ?
- L'enclave d'une activité industrielle dans un quartier résidentiel est source de risques (arrivée des secours éventuels dans une rue étroite) et de nuisances (circulation et parking de camions). Le plan régional d'aménagement du territoire pourrait-il être revu ?
- Une autre implantation pourrait-elle être proposée à l'exploitant ?

Nous vous remercions,

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

• **Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin**

Mesdames les conseillères communales,

• **Où en est le dossier de la demande de renouvellement du permis d'environnement par la société ATEGA ?**

Une pollution de sol, causée il y a plusieurs années par les activités de la société ATEGA, a été relevée sur le terrain du site de la rue des Trois Ponts 122 et les parcelles voisines. Cette pollution, nécessitant des travaux d'assainissement, aurait été causée à l'époque par une mauvaise gestion des eaux usées : les eaux de nettoyage des machines (eaux polluées) auraient été rejetées dans une cour non imperméabilisée et auraient ainsi contaminé les sols du site d'exploitation et des parcelles voisines.

Un projet d'assainissement a été introduit auprès de Bruxelles-Environnement et a fait l'objet d'une déclaration de conformité en date du 30/10/2020. En concertation avec la commune, un recours a été introduit auprès du Collège d'Environnement contre cette déclaration de conformité par des voisins impactés par la pollution.

Un courrier électronique, envoyé par Bruxelles Environnement en date du 24/07/2020, informait d'une nouvelle décision de Bruxelles Environnement concernant la modification du projet d'assainissement et déclarant : « Les travaux d'assainissement seront réalisés au terme de l'activité de la SPRL ATEGA en 2022. ».

La commune souhaitait la mise en œuvre de l'une des 3 premières variantes proposées, au lieu de la 7ème finalement retenue par le bureau d'étude chargé de la rédaction du projet d'assainissement

Selon la commune, la variante 7 retenue n'aurait en effet pas permis d'éliminer la pollution présente dans les jardins des propriétés situées rue des Trois Ponts aux numéros 110, 114, 116 et 120.

A ce jour, les travaux d'assainissement n'ont toujours pas été réalisés ; dès lors, les riverains impactés par la pollution ne peuvent jouir pleinement de leur propriété, à savoir le jardin. En effet, ces parcelles sont soumises à une restriction d'usage car la pollution empêche la création d'activités liées à la terre (par exemple : potager de jardin). Par ailleurs, la pollution (ainsi que les restrictions d'usage conséquentes) doit être mentionnée dans un acte notarié en cas de vente.

Dans le cadre de cette situation de pollution non résolue, la commune a contacté Bruxelles Environnement (Division Inspectorat - Sous-division sol) en juillet 2023 pour savoir ce qui avait été fait depuis 2020 et pour s'assurer que l'entreprise respecte son obligation de dépollution.

Voici ce qui ressort des différents échanges avec Bruxelles Environnement :

- Une réunion s'est tenue le 21/10/2022 avec ATEGA & leur avocat, Universoil et un des voisins.
- Un accord aurait été conclu entre ATEGA et le voisin présent à la réunion pour qu'ATEGA assainisse également les parcelles voisines jusqu'aux normes d'assainissement (au lieu des normes d'intervention).
- Suite à cette réunion, Bruxelles Environnement a demandé à ATEGA de lui soumettre une adaptation du projet d'assainissement en adaptant les normes de dépollution à appliquer.

La commune a demandé à Bruxelles Environnement à recevoir une preuve de cet accord pour obtenir plus de détails quant aux parcelles concernées par cet accord et aux normes de dépollution qui ont été définies. Bruxelles Environnement ne disposerait cependant pas de cet accord étant donné qu'il a été conclu entre ATEGA et le voisin.

- Une réunion de relance s'est tenue entre Bruxelles Environnement et ATEGA en mai 2023 : la question du démarrage des travaux a été soulevée mais il n'y a plus eu de réponse d'ATEGA depuis lors.
- Bruxelles Environnement compterait réactiver ATEGA en lançant une procédure d'inspection.
- ATEGA recevrait bientôt un avertissement de leur part avec invitation de lancer l'assainissement.

Le dossier a été mis à l'enquête publique, sur demande de Bruxelles-Environnement. 10 réclamations nous sont parvenues. La Commission de concertation est fixée au 26/10.

Dans le cadre de l'enquête publique en cours, la commune a contacté Bruxelles Environnement (Division Autorisations) pour s'enquérir de la légitimité de l'éventuel octroi du permis d'environnement au vu de la situation précitée. Il a été répondu par la gestionnaire du dossier de permis d'environnement que les questions relatives au traitement du sol sont entièrement sous la responsabilité de l'inspecteurat - sous-division sol de Bruxelles-Environnement.. Soit inspecteurat indique que l'exploitation doit être arrêtée et dans ce cas le permis ne peut être délivré, soit il signale qu'un traitement du sol est prévu et suivi de près et Bruxelles-Environnement délivre le permis d'environnement dans lequel il serait précisé que « aucun acte ou travaux ne peut entraver le traitement d'une pollution du sol ».

Les riverains expriment leur mécontentement sur le fait qu'il puisse être envisagé d'octroyer un permis à ATEGA au vu de leur absence de réaction pour le problème de pollution qui les affecte encore aujourd'hui et compte tenu des risques.

Une rencontre a eu lieu le 11/10/2023 entre des réclamants de l'enquête publique, la Bourgmestre et le Service Environnement, durant laquelle ces réclamants ont annoncé que les voisins n'auraient pas tous été inclus dans l'accord susmentionné.

Le rapport d'incidences accompagnant la demande de permis d'environnement énonce les éléments suivants :

- « Aucun plan du système d'égouttage d'Atega n'est disponible. D'après la topographie au droit du site, les eaux usées de la société doivent rejoindre l'égout du boulevard des Invalides. » ;
- « La consommation d'eau potable d'Atega se limite aux sanitaires et au coin cuisine du magasin. Les eaux usées peuvent donc être qualifiées de « domestiques ».
- L'eau de nettoyage et servant à tester les lessiveuses réparées provient de la citerne d'eau de pluie. Un système de filtration a été placé avant le robinet de sortie. ».

L'absence de plan du système d'égouttage, et le fait que le rapport d'incidences n'aborde pas de manière suffisamment complète et approfondie la question de la gestion des eaux usées (qui est pourtant la source présumée de la pollution), nous amène à nous interroger sur l'analyse du dossier faite par Bruxelles Environnement qui l'a amené à considérer que le dossier de demande de permis d'environnement était complet en l'état.

Le 17/10, le Collège a décidé ce qui suit.

« Le Collège décide :

- *De prendre acte de la demande de renouvellement du permis d'environnement 1B de l'entreprise ATEGA SPRL située Rue des Trois Ponts 122, introduite auprès de Bruxelles Environnement en date du 21/04/2022 et déclarée complète le 28/08/2023 ;*
- *D'émettre, dans le cadre de l'enquête publique organisée du 18/09/2023 au 17/10/2023, l'avis défavorable ;*
- *La commune d'Auderghem considère que le renouvellement de permis d'environnement de classe 1B ne devrait pas être octroyé pour les motifs suivants :*
 - *• Selon le permis d'environnement précédemment octroyé par Bruxelles Environnement (PE/690, échu le 19/10/2022), « aucun acte ou travaux ne peut entraver le traitement d'une pollution du sol ». L'exploitant doit s'y conformer ;*
 - *• Selon la décision de Bruxelles Environnement concernant le projet d'assainissement, dont la commune a été informée par courrier électronique en 2020, « Les travaux d'assainissement seront réalisés au terme de l'activité de la SPRL ATEGA en 2022. ». Or, non seulement les travaux d'assainissement n'ont pas commencé, mais la société ATEGA n'a toujours pas proposé une adaptation du projet d'assainissement (tel qu'il leur a été demandé par Bruxelles Environnement à la suite de l'accord conclu lors de la réunion du 21/10/2022), et ne semble pas réagir aux sollicitations de Bruxelles Environnement ;*
 - *• Le problème continue de causer une nuisance aux propriétés voisines depuis plusieurs années*

;

- • *Si le permis d'environnement était octroyé sous la condition de dépolluer, le risque est très élevé qu'ATEGA continue de repousser (pour diverses raisons) les échéances qui lui sont imposées pour effectuer les travaux d'assainissement, comme c'est déjà le cas depuis plusieurs années. »*

• **Comment se fait-il que les frais d'étude du sol soient à charge de la commune ?**

La commune ne prend pas en charge les études de sol qui ne concernent pas des biens communaux.

• **L'enclave d'une activité industrielle dans un quartier résidentiel est source de risques (arrivée des secours éventuels dans une rue étroite) et de nuisances (circulation et parking de camions). Le plan régional d'aménagement du territoire pourrait-il être revu ?**

Le permis d'environnement pourrait imposer des conditions beaucoup plus strictes en termes de gestion des eaux usées, prévention incendie et circulation des véhicules de livraisons. Cela sera discuté en Commission de concertation. Les bâtiments actuels ont fait l'objet de permis antérieurs aux années 1960. Une modification du plan régional ne changerait rien aux permis existants. Mais un examen plus approfondi de la conformité de l'immeuble aux permis délivré sera fait s'il devait s'avérer que Bruxelles Environnement ne prend pas les décisions que la situation impose.

• **Une autre implantation pourrait-elle être proposée à l'exploitant ?**

Nous en voyons pas de possibilité à Auderghem. Citydev peut être une source de renseignements sur ces possibilités.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 20 octobre 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 19.10.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) : Aanvraag tot hernieuwing van de milieuvergunning ingediend door een bedrijf in de Driebruggenstraat #

Openbare zitting

Secretariaat

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Net als wij hebt u een brief ontvangen van verschillende bewoners van de Rue des Trois Ponts, die zich zorgen maken over de aanvraag voor verlenging van de milieuvergunning die is ingediend door ATEGA GASTOUT in Driebruggenstraat122.

Dit bedrijf is verantwoordelijk voor bodemverontreiniging (met Tetrachloorethileen) gecertificeerd door Leefmilieu Brussel. Een saneringsplan voorziet in de sanering van bepaalde vervuilde percelen (tuinen) op kosten van ATEGA. De gemeente heeft ook aanbevolen om alle percelen te saneren.

Desondanks zeggen omwonenden dat ATEGA nog geen maatregelen heeft genomen om de locatie te saneren. Nu vraagt het bedrijf een verlenging van de milieuvergunning aan voor dezelfde activiteiten, op dezelfde locatie, met dezelfde producten in veel grotere hoeveelheden dan in de vorige vergunning.

In de notulen van de vergaderingen van de gemeenteraad staat dat er een bodemonderzoek is gepland.

Onze vragen zijn als volgt:

- Wat is de status van de aanvraag van ATEGA om de milieuvergunning te verlengen?
- Is het waar dat er nog geen ontsmettingsmaatregelen zijn genomen?
- Zo ja, hoe kan het bedrijf dan gedwongen worden om aan zijn saneringsverplichting te voldoen?
- Waarom worden de kosten van het bodemonderzoek gedragen door de gemeente?
- De enclave van een industriële activiteit in een woonwijk is een bron van risico's (komst van hulpdiensten in een smalle straat) en overlast (vrachtwagenverkeer en parkeren). Kan het regionale bestemmingsplan worden herzien?
- Kan de exploitant een andere locatie worden aangeboden?

Hartelijk dank,

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-OpenVLD gemeenteraadsleden

- **Antwoord van de heer Alain Lefebvre, wethouder**

Raadsleden,

- **Wat is de status van de aanvraag van ATEGA om de milieuvergunning te verlengen?**

Op het terrein aan Driebruggenstraat122 en de aangrenzende percelen is bodemverontreiniging vastgesteld die enkele jaren geleden is veroorzaakt door de activiteiten van ATEGA. De vervuiling, die hersteld moest worden, werd destijds blijkbaar veroorzaakt door slecht afvalwaterbeheer: het schoonmaakwater van de machines (vervuild water) werd geloosd op een niet-afgedekte binnenplaats, waardoor de bodem van het terrein en de aangrenzende percelen vervuild raakte.

Een waterzuiveringsproject werd ingediend bij Leefmilieu Brussel en een conformiteitsverklaring werd afgeleverd op 30/10/2020. In overleg met de gemeente werd tegen deze conformiteitsverklaring beroep aangetekend bij het Leefmilieucollege door de bureaus die hinder ondervinden van de vervuiling.

In een e-mail van Leefmilieu Brussel van 24/07/2020 wordt melding gemaakt van een nieuwe beslissing van Leefmilieu Brussel over de wijziging van het saneringsproject en staat te lezen: "De sanering wordt uitgevoerd op het einde van de activiteit van SPRL ATEGA in 2022".

De gemeente wilde een van de eerste 3 voorgestelde varianten uitvoeren, in plaats van de 7e die uiteindelijk werd gekozen door het ingenieursbureau dat verantwoordelijk was voor het opstellen van het rioleringsproject.

Volgens de gemeente zou variant 7 de vervuiling die aanwezig is in de tuinen van de eigendommen gelegen aan de 110, 114, 116 en 120 Driebruggenstraat niet hebben weggenomen.

Als gevolg daarvan kunnen de lokale bewoners die door de vervuiling worden getroffen niet ten volle genieten van hun eigendom, d.w.z. hun tuin. Deze percelen zijn onderworpen aan gebruiksbeperkingen, aangezien de vervuiling de creatie van grondgerelateerde activiteiten (bv. moestuinieren) verhindert. Bovendien moet de vervuiling (en de daaruit voortvloeiende gebruiksbeperkingen) worden vermeld in een notariële akte in geval van verkoop.

In verband met deze onopgeloste verontreinigingssituatie nam de gemeente in juli 2023 contact op met Leefmilieu Brussel (afdeling Inspectie - afdeling Bodem) om na te gaan wat er sinds 2020 was gebeurd en om zich ervan te vergewissen dat het bedrijf zijn saneringsverplichting nakwam.

Hieronder volgt een samenvatting van onze gesprekken met Leefmilieu Brussel:

- Op 21/10/2022 vond een vergadering plaats met ATEGA & hun advocaat, Universoil en een van de bureaus.
- Er werd blijkbaar een overeenkomst bereikt tussen ATEGA en de buurman die aanwezig was op de vergadering om ATEGA ook de naburige percelen te laten saneren volgens sanitaire normen (in plaats van interventienormen).
- Na deze vergadering vroeg Leefmilieu Brussel aan ATEGA om een aanpassing van het afvalwaterzuiveringsproject in te dienen door de toe te passen normen voor pollutiebeheersing aan te passen.

De gemeente heeft het Leefmilieu Brussel om een bewijs van deze overeenkomst gevraagd om meer details te krijgen over de percelen waarop de overeenkomst betrekking heeft en de vastgelegde saneringsnormen. Leefmilieu Brussel beschikt echter niet over deze overeenkomst, aangezien ze werd afgesloten tussen ATEGA en de buurman.

- In mei 2023 vond een follow-upvergadering plaats tussen Leefmilieu Brussel en ATEGA: de vraag om de werkzaamheden op te starten werd gesteld, maar sindsdien is er geen reactie gekomen van ATEGA.
- Leefmilieu Brussel wil ATEGA reactiveren door een inspectieprocedure op te starten.
- ATEGA zou al snel een waarschuwing van hen ontvangen met een uitnodiging om de schoonmaak te starten.

Het dossier werd op verzoek van Leefmilieu Brussel openbaar onderzocht. We hebben 10 klachten

ontvangen. De vergadering van het Overlegcomité is gepland voor 26/10.

In het kader van het lopende openbaar onderzoek nam de gemeente contact op met Leefmilieu Brussel (afdeling Vergunningen) om te informeren naar de legitimiteit van het afleveren van de milieuvergunning in het licht van de bovenvermelde situatie. De verantwoordelijke van het milieuvergunningsdossier antwoordde dat kwesties met betrekking tot bodembehandeling volledig onder de verantwoordelijkheid vallen van de inspectiedienst Leefmilieu Brussel - afdeling bodem. Ofwel geeft de inspectie aan dat de activiteit moet worden stopgezet, in welk geval de vergunning niet kan worden afgeleverd, ofwel geeft ze aan dat de bodemsanering gepland is en van nabij wordt opgevolgd, en geeft Leefmilieu Brussel de milieuvergunning af waarin staat dat "geen enkele handeling of werk de sanering van de bodemverontreiniging mag verhinderen".

Omwonenden hebben hun ongenoegen geuit over het feit dat ATEGA in aanmerking komt voor een vergunning, gezien hun gebrek aan reactie op het vervuilingsprobleem waar ze tot op de dag van vandaag last van hebben, en gezien de risico's die het met zich meebrengt.

Op 11/10/2023 vond een vergadering plaats tussen de eisers van het openbaar onderzoek, de burgemeester en de Leefmilieudienst, waarbij deze eisers aankondigden dat niet alle bureaus in de bovenvermelde overeenkomst waren opgenomen.

In het effectrapport bij de aanvraag voor een milieuvergunning wordt het volgende uiteengezet:

- "Er is geen plan beschikbaar van het afvoersysteem van Atega. Volgens de topografie van het terrein moet het afvalwater van het bedrijf samenkomen met het riool op Invalidenlaan";
- "Het drinkwaterverbruik van Atega is beperkt tot de sanitaire voorzieningen en het keukengedeelte van de winkel. Afvalwater kan daarom worden omschreven als "huishoudelijk".
- Het water dat gebruikt wordt voor het reinigen en testen van de gerepareerde wasmachines komt uit de regenwatertank. Er is een filtratiesysteem geïnstalleerd vóór de uitlaatkraan".

Het ontbreken van een drainageplan en het feit dat het afvalwaterbeheer (de vermoedelijke bron van de vervuiling) in het effectrapport niet voldoende diepgaand en gedetailleerd wordt behandeld, doet vragen rijzen bij de analyse van het dossier door Leefmilieu Brussel, op basis waarvan het van oordeel was dat het milieuvergunningsdossier in zijn huidige vorm volledig was.

Op 17/10 heeft het College het volgende besloten.

"Het College besluit :

- *Kennismaken van de aanvraag tot hernieuwing van milieuvergunning 1B van de vennootschap ATEGA SPRL gelegen aan Driebruggenstraat 122, ingediend bij Leefmilieu Brussel op 21/04/2022 en volledig verklaard op 28/08/2023;*
- *Een ongunstig advies uitbrengen in het kader van het openbaar onderzoek dat wordt georganiseerd van 18/09/2023 tot 17/10/2023;*
- *De gemeente Oudergem is van oordeel dat de hernieuwing van de milieuvergunning klasse 1B niet mag worden verleend om de volgende redenen:*
 - *• Volgens de milieuvergunning die eerder werd verleend door Leefmilieu Brussel (PE/690, vervalt op 19/10/2022) "mag geen enkele handeling of werk de behandeling van bodemverontreiniging belemmeren". De exploitant moet zich hieraan houden;*
 - *• Volgens de beslissing van Leefmilieu Brussel over het saneringsproject, waarvan de gemeente in 2020 per e-mail op de hoogte werd gebracht, "zullen de saneringswerken worden uitgevoerd bij het einde van de activiteit van SPRL ATEGA in 2022". Maar niet alleen zijn de saneringswerken niet begonnen, ATEGA heeft ook nog steeds geen wijzigingen aan het saneringsproject voorgesteld (zoals gevraagd door Leefmilieu Brussel na het akkoord dat werd bereikt op de vergadering van 21/10/2022) en lijkt niet te reageren op de verzoeken van Leefmilieu Brussel;*
 - *• Het probleem veroorzaakt al enkele jaren overlast voor naburige eigendommen;*
 - *• Als de milieuvergunning wordt verleend op voorwaarde dat de locatie wordt gesaneerd, is het risico zeer groot dat ATEGA (om uiteenlopende redenen) de opgelegde termijnen voor het*

uitvoeren van de saneringswerkzaamheden blijft uitstellen, zoals nu al enkele jaren het geval is.

- **Waarom moeten de kosten van het bodemonderzoek door de gemeente worden gedragen?**

De gemeente betaalt niet voor bodemonderzoeken die geen betrekking hebben op gemeentelijke eigendommen.

- **De enclave van een industriële activiteit in een woonwijk is een bron van risico's (komst van hulpdiensten in een smalle straat) en overlast (vrachtwagenverkeer en parkeren). Kan het regionale bestemmingsplan worden herzien?**

De milieuvergunning zou veel strengere voorwaarden kunnen opleggen op het gebied van afvalwaterbeheer, brandpreventie en verkeer van bestelwagens. Dit zal worden besproken in het Overlegcomité. Voor de huidige gebouwen zijn vergunningen afgegeven vóór de jaren 1960. Een wijziging van het gewestplan zou niets veranderen aan de bestaande vergunningen. Er zal echter een grondiger onderzoek worden uitgevoerd naar de naleving van de afgeleverde vergunningen door het gebouw als blijkt dat Leefmilieu Brussel niet de beslissingen neemt die de situatie vereist.

- **Kan de exploitant een andere locatie worden aangeboden?**

We zien geen mogelijkheden in Oudergem. Citydev kan een bron van informatie zijn over deze mogelijkheden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 20 oktober 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux*.

Séance du 19.10.23

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) : plan Good Move #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Il y a un peu plus d'un an, nous vous interpellions au sujet du plan Good Move et plus précisément du Contrat Local de Mobilité concernant la maille du Chant d'Oiseau à Auderghem et Woluwe-St-Pierre. Vous nous aviez indiqué à l'époque que le projet était initié, qu'une présentation conjointe des enjeux de cette initiative devait avoir lieu devant les Collèges des deux communes, que l'étude de mobilité serait entamée à la suite de cette présentation et que la concertation citoyenne aurait une place centrale dans ce cadre.

Depuis lors, nous savons que le projet a été présenté au Collège, qu'une première rencontre de terrain a été organisée avec les riverains et qu'une personne a été engagée dans ce cadre au sein de la commune.

Partant, nos questions sont les suivantes :

- Pouvez-vous nous faire un point plus précis quant à ce qui a déjà été initié concernant ce projet et à son état d'avancement actuel ?
- Une réunion en ligne devait avoir lieu avec les riverains intéressés. Elle avait cependant été annulée. Quand sera-t-elle reprogrammée ?
- Lors de la rencontre de terrain organisée au printemps dernier, de nombreux citoyens habitant dans les rues situées en bord de maille avaient fait part de leurs inquiétudes quant à l'impact négatif sur leur qualité de vie qu'auraient le trafic et le bruit engendrés par le report de circulation sur ces voiries. Des adaptations sont-elles déjà envisagées à ce sujet, notamment au sujet du périmètre de la maille ? Pour rappel, les limites du périmètre initial, revu à la baisse depuis lors, se situaient sur des voiries bien plus larges et donc mieux adaptées pour accueillir un trafic plus dense.

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

- **Réponse de Matthieu Pillois, Échevin :**

Madame la conseillère,

Je souhaiterais d'abord vous revenir sur deux points émis dans votre introduction. Actuellement, la commune a lancé une procédure de recrutement pour un emploi subsidié par la Région bruxelloise pour suivre ce très important dossier. Le conseil a d'ailleurs validé en juin dernier la convention de subside. À ce jour, le recrutement n'est pas encore finalisé.

Ensuite, il y a eu bien plus qu'une rencontre de terrain avec les riverains, commerçants et associations. Comme je vous l'avais annoncé dès le début du projet, la commune tient à ce que la participation citoyenne soit au cœur du projet. Rien ne sera fait sans l'aval des riverains. Il y a donc eu une très vaste enquête en ligne pendant plusieurs mois pour laisser l'opportunité aux riverains, commerçants, écoles, etc. de pouvoir donner leur avis sur leur quartier. Ensuite, nous avons organisé une visite de terrain où nous avons parcouru les différents points noirs soulevés dans l'enquête en ligne pour approfondir avec les personnes présentes les commentaires reçus en amont via le formulaire. Résumer ce processus par une simple « rencontre de terrain » me semble un peu court.

Parallèlement à ce processus participatif, l'étude de mobilité multimodale a été effectuée. De nombreux comptages ont été réalisés dans les différentes rues du quartier. C'est d'ailleurs parce que des comptages supplémentaires ont dû être réalisés suite à des travaux dans certaines rues que le rapport de diagnostic final a pris plus de temps que prévu.

La réunion de présentation du diagnostic, c'est-à-dire les résultats de l'étude de mobilité et du processus de participation citoyenne, pourra finalement se tenir dans la deuxième quinzaine du mois de novembre. Nous avons plaidé, avec Woluwe-Saint-Pierre, pour organiser deux réunions en présentiel à des moments différents pour permettre à un maximum de personnes de pouvoir être présentes. Les informations organisationnelles doivent encore être validées entre administrations avant une nouvelle communication via toutes-boîtes dans l'ensemble des quartiers concernés.

Les remarques concernant les rues dites « bords de maille » seront bien évidemment prises en compte et nous y serons très attentifs. Je souligne toutefois que le projet de maille n'a pas été modifié par rapport à la version rentrée dans le cadre de l'appel à projets régional. Si vous faites référence, à la maille initialement prévue par la Région, qui elle était effectivement plus importante, nous nous en sommes écartés pour ne pas reproduire les erreurs faites dans les autres mailles où la taille des mailles avait systématiquement été jugée trop grande et donc ne permettant pas une bonne appropriation par les riverains. Cependant, la commune de Woluwe-Saint-Pierre a demandé de d'ajouter quelques rues au projet de mailles, suite à la visite de terrain, pour être plus cohérente dans son ensemble.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 20 octobre 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyls, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 19.10.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD): Good Move-plan #

Openbare zitting**Secretariaat**

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren, leden van de Raad,
Beste collega's,

Iets meer dan een jaar geleden stelden we u vragen over het plan Good Move en meer bepaald over het Lokaal Mobiliteitscontract voor het netwerk Vogelzang in Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe. Destijds vertelde u ons dat het project was opgestart, dat er een gezamenlijke presentatie over de inzet van dit initiatief zou worden gegeven aan de middelbare scholen van de twee gemeenten, dat de mobiliteitsstudie na deze presentatie zou worden gelanceerd en dat de raadpleging van het publiek een centrale rol zou spelen in dit proces.

Sindsdien weten we dat het project is gepresenteerd aan het Schepencollege, dat er een eerste bijeenkomst is georganiseerd met buurtbewoners en dat er een medewerker van de gemeente is aangenomen om aan het project te werken.

Onze vragen luiden daarom als volgt:

- Kunt u ons een gedetailleerdere update geven over wat er al is begonnen aan dit project en de huidige stand van zaken?
- Er zou een online bijeenkomst worden gehouden met geïnteresseerde omwonenden. Deze is echter geannuleerd. Wanneer wordt deze opnieuw gepland?
- Tijdens de veldbijeenkomst die afgelopen voorjaar werd georganiseerd, uitten veel bewoners van de straten die grenzen aan de maas hun bezorgdheid over de negatieve gevolgen voor hun levenskwaliteit van het verkeer en het lawaai dat wordt gegenereerd door de verplaatsing van verkeer naar deze wegen. Worden er in dit verband al aanpassingen overwogen, met name aan de omtrek van de maas? Ter herinnering: de grenzen van de oorspronkelijke omtrek, die sindsdien is verkleind, bevonden zich op wegen die veel breder waren en daarom beter geschikt om dichter verkeer te verwerken.

Hartelijk dank.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-OpenVLD gemeenteraadsleden

• **Antwoord van Matthieu Pillois, wethouder:**

Raadslid,

Eerst en vooral zou ik willen terugkomen op twee punten uit uw inleiding. Op dit moment is de gemeente een wervingsprocedure gestart voor een door het Brusselse Gewest gesubsidieerde functie om dit zeer belangrijke project op te volgen. Afgelopen juni heeft de raad de subsidieovereenkomst goedgekeurd. De werving is nog niet afgerond.

Toen was er veel meer dan alleen een bijeenkomst met buurtbewoners, winkeliers en verenigingen. Zoals ik aan het begin van het project al vertelde, wil de gemeente graag dat burgerparticipatie centraal staat in het project. Er wordt niets gedaan zonder de goedkeuring van de buurtbewoners. Daarom is er een aantal maanden lang een uitgebreide online enquête gehouden om buurtbewoners, winkeliers, scholen, enz. de kans te geven hun mening te geven over hun buurt. Vervolgens organiseerden we een bezoek ter plaatse waar we de verschillende zwarte punten die in de online enquête naar voren kwamen, doornamen om samen met de aanwezigen dieper in te gaan op de opmerkingen die we vooraf via het formulier hadden ontvangen. Dit proces samenvatten met een simpele "veldbijeenkomst" lijkt me een beetje kortzichtig.

Parallel met dit participatieve proces werd de multimodale mobiliteitsstudie uitgevoerd. Er werden talrijke verkeerstellingen uitgevoerd in de verschillende straten van de wijk. Het diagnostische eindrapport duurde langer dan verwacht omdat er aanvullende tellingen moesten worden uitgevoerd na werkzaamheden in bepaalde straten.

De vergadering om de diagnose voor te stellen, d.w.z. de resultaten van de mobiliteitsstudie en het burgerparticipatieproces, zou uiteindelijk in de tweede helft van november kunnen plaatsvinden. Samen met Sint-Pieters-Woluwe hebben we gepleit voor de organisatie van twee face-to-face bijeenkomsten op verschillende tijdstippen, zodat zoveel mogelijk mensen aanwezig kunnen zijn. De organisatorische details moeten nog gevalideerd worden door de autoriteiten voor een nieuwe communicatie via all-boxes in alle betrokken wijken.

Opmerkingen over de straten die bekend staan als de "randen van het raster" zullen uiteraard in aanmerking worden genomen en we zullen er veel aandacht aan besteden. Ik wil echter benadrukken dat het rasterproject niet is gewijzigd ten opzichte van de versie die is ingediend als reactie op de regionale oproep tot het indienen van projecten. Als u verwijst naar het oorspronkelijk door het Gewest geplande net, dat inderdaad groter was, dan zijn we daarvan afgeweken om niet dezelfde fouten te maken als bij de andere netten, waar de grootte van de netten systematisch te groot werd bevonden en dus niet bevorderlijk voor een goede toe-eigening door de omwonenden. De gemeente Sint-Pieters-Woluwe heeft ons echter gevraagd om na het veldbezoek enkele straten aan het maasproject toe te voegen om over het algemeen consistent te zijn.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 20 oktober 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

